

BILAN ÉCONOMIQUE 2023

Retrouvez les résultats complets sur www.insee.fr :

[Bilan économique 2023 - Provence-Alpes-Côte d'Azur](#)
En 2023, une économie régionale au ralenti



Au sommaire :

- **Synthèse régionale** → [page 5 du dossier de presse](#)
- **Emploi salarié** - L'emploi salarié ralentit nettement dans la région
- **Chômage et politiques de l'emploi** - En 2023, fin de l'embellie sur le marché du travail
- **Démographie d'entreprises** - Les créations d'entreprises en repli, les défaillances en forte hausse
- **Activités bancaires** - Hausse des taux en 2023 : ralentissement du crédit, forte attractivité des comptes à terme
- **Construction** - La construction dans le dur
- **Tourisme** - Une fréquentation des établissements touristiques en baisse en 2023
- **Transports** - Le transport de passagers reste dynamique, les ventes de véhicules repartent à la hausse
- **Agriculture** - Des aléas météorologiques encore très présents
- **Minima sociaux** - Le nombre d'allocataires du RSA recule pour la troisième année consécutive depuis la crise sanitaire
- **Enseignement** - Les bacheliers de la région réussissent mieux et poursuivent davantage en études supérieures

13 juin 2024

Les différentes analyses de ce bilan économique 2023 ont été rédigées par l'Insee avec la précieuse collaboration de ses **partenaires** :

- Banque de France ;
- Centre d'animation, de ressources et d'information sur la formation / observatoires régionaux emploi-formation (Carif-Oref) - Dispositif régional d'observation sociale (Dros) ;
- Cellule économique régionale de la construction (Cerc) ;
- Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (Draaf) ;
- Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (Dreets) ;
- Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) ;
- Observatoire régional des transports (ORT) ;
- Région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- Union de recouvrement pour la sécurité sociale et les allocations familiales (Urssaf).



13 juin 2024



ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

en nombre d'heures rémunérées

En 2023, une économie régionale au ralenti

L'activité économique dépasse son niveau de 2022

+1,8 % (contre +1,7 % en France)

mais ralentit nettement au cours de l'année 2023

La **consommation des ménages** marque le pas, l'**investissement des entreprises** ralentit

L'activité se dégrade dans la **construction** : **-0,2 %** en moyenne sur l'année
(contre -0,1 % en France)



EMPLOI SALARIÉ

L'emploi salarié ralentit

Hausse modérée de l'emploi salarié

+0,8 %

après +1,5 % en 2022

Emploi industriel en hausse (+2,1 %)



CHÔMAGE ET POLITIQUES DE L'EMPLOI

Fin de l'embellie sur le marché du travail

Taux de chômage

8,2 % (fin 2023)

+0,2 point sur un an

Demeure l'un des plus faibles taux enregistrés



DÉMOGRAPHIE D'ENTREPRISES

Repli des créations, hausse des défaillances

Nombre de créations d'entreprises

103 000 entreprises créées

-6,6 % par rapport à 2022

5 800 défaillances d'entreprises
(+33,6 % sur un an)

retour aux niveaux pré-Covid



ACTIVITÉS BANCAIRES

Ralentissement du crédit et des dépôts bancaires

Encours des crédits bancaires

+0,5 %

après +5,3% en 2022

Dépôts bancaires

+1,5 %

après +3,3 % en 2022



MINIMA SOCIAUX

Le nombre de foyers allocataires du RSA continue de diminuer

Allocataires du RSA
141 070 foyers
fin 2023

-4,2 %
par rapport à 2022



CONSTRUCTION

La construction dans le dur

Permis de construire de logements
-32 % par rapport à 2022
niveau le plus bas atteint depuis plus de 20 ans

Mises en chantier
-20 % par rapport à 2022



TOURISME

Une fréquentation des établissements touristiques en baisse

Fréquentation des hôtels, campings et autres hébergement touristiques
54 millions de nuitées

-1,1 %
par rapport à 2022



TRANSPORTS

Le transport de passagers reste dynamique, les ventes de véhicules repartent à la hausse

Le trafic aérien de passagers augmente
(+19,0 % par rapport à 2022)
et dépasse son niveau d'avant-Covid

Fort rebond des ventes de véhicules neufs
(+9,8 % par rapport à 2022)



AGRICULTURE

Des aléas météorologiques encore très présents

Fruits et viticulture : la production fruitière se maintient, la production viticole recule

Les cours des légumes à la peine

Grandes cultures : des rendements encore en retrait



ENSEIGNEMENT

Les effectifs scolaires globalement stables depuis 2019

A la rentrée 2023
924 100 élèves y compris post-baccalauréat

-0,1 % par rapport à 2022,
soit **1 080 élèves de moins**



En 2023, l'inflation reste élevée au niveau national mais reflue progressivement et l'économie française connaît une croissance faible. La consommation des ménages, moteur de l'économie française, marque le pas, et l'investissement des entreprises ralentit.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, cela se traduit par une activité économique qui se tasse : bien qu'encore en hausse, le rythme de croissance est de plus en plus faible depuis la crise sanitaire. L'emploi suit la même évolution, avec un net ralentissement, alors que le taux de chômage connaît une faible progression. Le nombre de demandeurs d'emploi se stabilise après des mois de baisse. Toutefois, les bénéficiaires du RSA sont un peu moins nombreux. Les défaillances d'entreprises sont de nouveau en hausse.

Au niveau sectoriel, l'activité dans la construction est mal orientée. Ce secteur souffre particulièrement du niveau élevé des taux d'intérêt, qui pénalisent le pouvoir d'achat immobilier des ménages. En revanche, ces taux élevés dynamisent l'épargne rémunérée dans la région. La météo, peu favorable, pèse sur la production agricole. La fréquentation touristique des hébergements marchands est à la peine, malgré un nombre de voyageurs aériens et maritimes en hausse.

Ce bilan économique fait partie des 17 bilans économiques régionaux 2023 publiés par l'Insee.

[Retrouvez les bilans des autres régions.](#)

Synthèse régionale - Contexte national

Bilan économique 2023

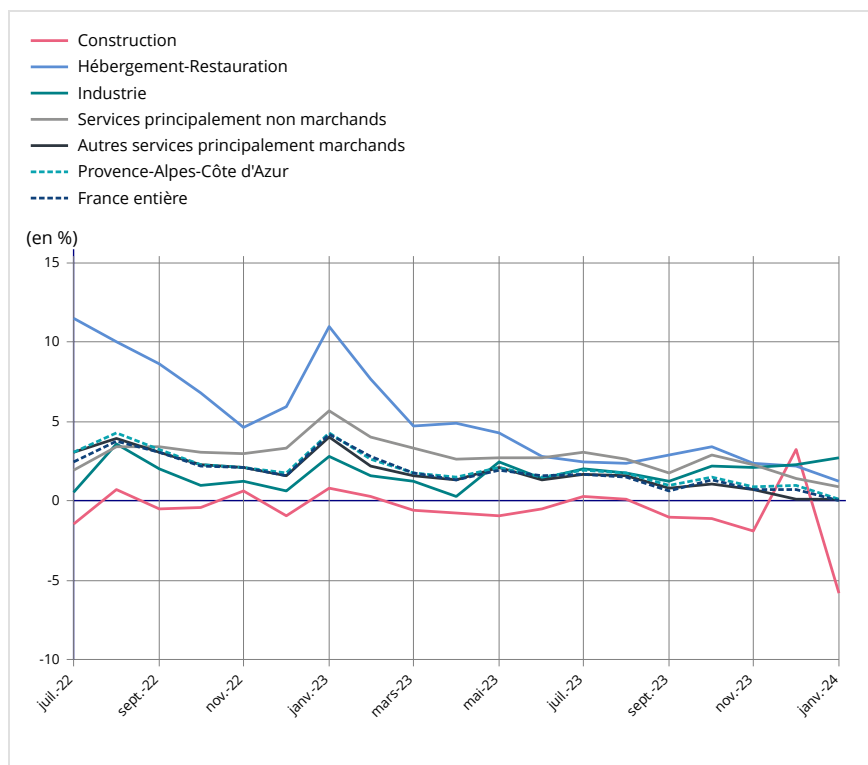
— Étienne Lenzi, Corinne Roche, Clément Bortoli, Gaston Vermersch (Insee) —

Synthèse régionale - En 2023, une économie régionale au ralenti

En 2023, l'activité économique en Provence-Alpes-Côte d'Azur, mesurée par les heures rémunérées, dépasse son niveau de 2022 de 1,8 %. L'activité ralentit nettement : en 2022, le volume d'heures rémunérées avait augmenté de 6,9 % par rapport à 2021. Ce ralentissement de l'activité est également observé au niveau national (+1,7 % en 2023, après +5,4 % en 2022).

Les données mensuelles indiquent qu'au cours de l'année 2023 le ralentissement a été de plus en plus fort, la variation annuelle des heures rémunérées passant de +4,3 % en janvier 2023 à +1,0 % en décembre 2023 (**figure 1**). En janvier 2024, l'activité stagne par rapport à un an plus tôt (+0,1 %).

Figure 1 – Évolution sectorielle mensuelle des heures rémunérées par rapport au même mois de l'année précédente - Provence-Alpes-Côte d'Azur



Note : ensemble des heures rémunérées des salariés y compris les heures supplémentaires ainsi que les absences pour lesquelles le salarié est rémunéré.

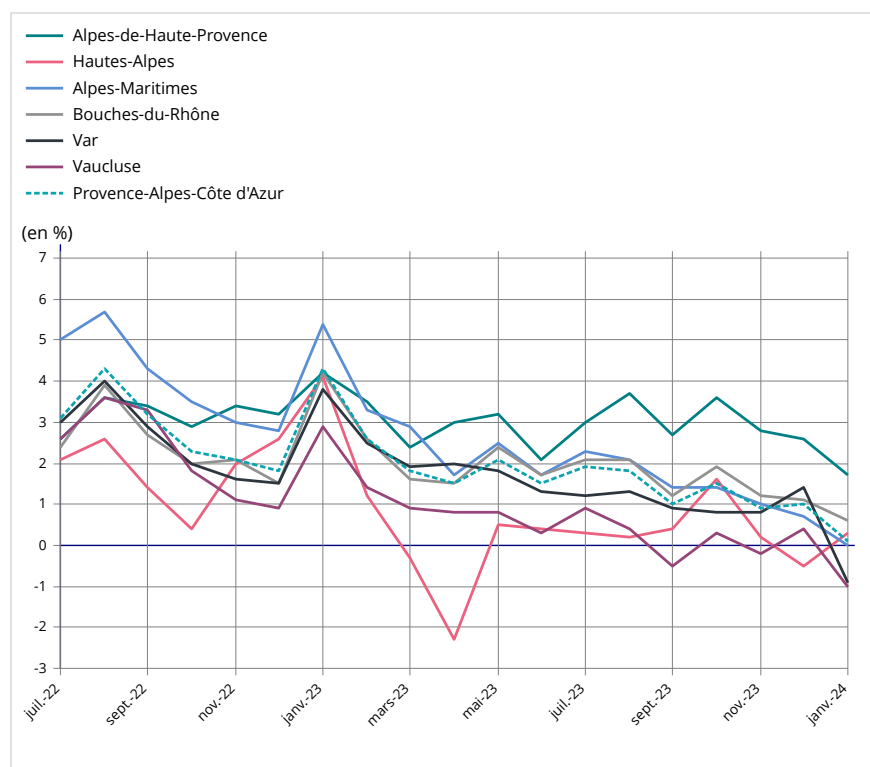
Champ : secteur privé hors secteur agricole.

Source : DSN - traitement provisoire, Insee.

Le volume d'heures rémunérées en 2023 est en moyenne supérieur à son niveau de 2022 dans tous les départements de la région. Toutefois, comme au niveau régional, un ralentissement est également perceptible au niveau départemental (**figure 2**).

Ce sont les Alpes-de-Haute-Provence et les Alpes-Maritimes qui connaissent la hausse la plus marquée (respectivement +3,1 % et +2,2 %). Dans le cas des Alpes-Maritimes cela peut s'expliquer par un effet de rebond post-Covid qui a démarré plus tard, du fait de la forte dépendance du département aux touristes internationaux, qui ont mis plus de temps à revenir que les touristes résidents. En fin d'année 2023, cet effet ne semble plus jouer. Les Bouches-du-Rhône et le Var sont proches de la moyenne régionale (respectivement +2,0 % et +1,6 %), alors que le Vaucluse et les Hautes-Alpes sont plus à la peine (+0,7 % et +0,5 % d'activité en moyenne sur l'année).

Figure 2 – Évolution départementale mensuelle des heures rémunérées par rapport au même mois de l'année précédente - Provence-Alpes-Côte d'Azur



Note : ensemble des heures rémunérées des salariés y compris les heures supplémentaires ainsi que les absences pour lesquelles le salarié est rémunéré.

Champ : secteur privé hors secteur agricole.

Source : DSN - traitement provisoire, Insee.

Au niveau sectoriel, l'activité dans le tertiaire marchand ralentit nettement. Sa croissance passe de +9,6 % en 2022 à +1,9 % en 2023. Au sein de ce secteur, l'hébergement-restauration rentre dans le rang : après avoir porté la forte progression du secteur en 2022, du fait d'un rebond post-Covid très marqué dans cette activité (+38,3 %), le nombre d'heures rémunérées dans l'hébergement-restauration n'augmente plus que de 4,0 % en 2023.

Dans la construction, l'activité s'est nettement dégradée, et diminuant de 0,2 % en région Provence-Alpes-Côte d'Azur (-0,1 % au niveau national).

L'activité dans l'industrie est en hausse de 1,8 %. C'est une croissance proche de la moyenne tous secteurs confondus, mais plus élevée qu'au niveau France (+1,0 %). La fabrication de matériel de transport (+5,8 %) et les industries extractives (+2,9 %) portent cette hausse.

Avertissement

En décembre 2023, dans le secteur de la construction, la variation des heures rémunérées n'est pas représentative de la variation de l'activité qu'elle est censée illustrer. Les heures rémunérées dans la construction sont, dans quasiment toutes les régions, par rapport au mois de décembre 2022, en forte augmentation en décembre 2023. Ces évolutions viennent du fait que, dans la construction, les congés des salariés ne sont pas rémunérés directement par l'employeur mais par des caisses indépendantes et ne sont donc pas pris en compte. Or le positionnement atypique des vacances scolaires a entraîné moins de congés en décembre 2023 qu'en décembre 2022.

Emploi - L'emploi salarié ralentit nettement dans la région

En 2023, l'emploi salarié en Provence-Alpes-Côte d'Azur progresse modérément. Comme au niveau national, il ralentit sensiblement par rapport à 2022 (+0,8 % après +1,5 %), en particulier dans le tertiaire marchand qui connaît un coup de frein en fin d'année. L'emploi industriel reste relativement dynamique, surtout par rapport à la situation nationale, alors que l'intérim, la construction et l'emploi agricole diminuent nettement. L'évolution de l'emploi diverge selon les départements, certains connaissant une évolution dynamique sur un an, notamment les Alpes-de-Haute-Provence, quand d'autres comme les Hautes-Alpes ou le Vaucluse maintiennent tout juste leur niveau d'emploi de 2022. Les embauches hors intérim ralentissent également en 2023, en particulier celles en CDD de plus d'un mois.

Chômage et politiques de l'emploi - En 2023, fin de l'embellie sur le marché du travail

Fin 2023, le taux de chômage localisé en Provence-Alpes-Côte d'Azur repart à la hausse mais demeure proche de ses plus bas niveaux (8,2 %, soit +0,2 point sur un an). La région reste néanmoins une des régions françaises avec le taux de chômage le plus élevé. En parallèle, le nombre d'inscrits à France Travail tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (catégories A, B, C) est relativement stable, la baisse du nombre de demandeurs d'emploi sans activité compensant la hausse de ceux en activité réduite. Le nombre de bénéficiaires d'un contrat aidé continue de se réduire, bien qu'à un rythme nettement moins marqué. Le nombre d'apprentis croît plus modérément.

Démographie d'entreprises - Les créations d'entreprises en repli, les défaillances en forte hausse

En 2023, la tendance des créations d'entreprises constatée depuis plusieurs années en Provence-Alpes-Côte d'Azur se retourne. Un peu plus de 100 000 entreprises ont ainsi été créées, soit une forte baisse sur un an (-7 %). Cette diminution concerne autant les micro-entreprises que les sociétés. Les créations dans le secteur du bâtiment souffrent particulièrement. C'est dans les Bouches-du-Rhône que la baisse est la plus forte. Après avoir atteint un niveau historiquement bas en 2021, les défaillances d'entreprises commencent à rattraper leur niveau d'avant-crise Covid en 2022. Cette hausse des dépôts de bilan se poursuit en 2023. Les défaillances sont désormais plus nombreuses qu'en 2019. La fin des mesures de soutien enclenchées lors de la crise sanitaire, ainsi que les difficultés liées à l'inflation ou au ralentissement général de l'économie en 2023 peuvent expliquer cette évolution. La hausse des défaillances concerne quasiment tous les secteurs.

Activités bancaires - Hausse des taux en 2023 : ralentissement du crédit, forte attractivité des comptes à terme

En 2023, l'encours de crédits bancaires augmente faiblement en Provence-Alpes-Côte d'Azur (+0,5 %). Cette hausse est la plus faible des 15 dernières années. Cette évolution s'explique d'une part par le ralentissement des crédits immobiliers, pénalisés par un marché immobilier atone, et d'autre part par le recul des crédits aux entreprises. Ces derniers avaient été dopés par la mise en place des Prêts Garantis par l'État lors de la crise Covid. Les remboursements de ces prêts s'accroissent en 2023. Les autres composantes du crédit (équipement, créances commerciales et crédits à l'exportation) sont affectées par le ralentissement économique.

Parallèlement, les dépôts bancaires progressent plus faiblement qu'en 2022 (+1,5 % après +3,3 %). Les dépôts sur les comptes à vue et les livrets A baissent, alors que certains produits d'épargne rémunérateurs (livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable...) voient leur encours augmenter fortement dans un contexte d'inflation soutenue.

Construction - La construction dans le dur

Les hausses récentes des taux d'intérêt et le ralentissement des crédits à l'habitat freinent l'activité dans le bâtiment, en particulier dans le domaine de la construction neuve, alors que les difficultés d'approvisionnement ne sont plus une préoccupation. En 2023, les permis de construire des logements reculent très fortement pour atteindre un niveau historiquement bas. Le marché non résidentiel est également en berne. Les mises en chantier, véritable marqueur de l'activité du secteur, suivent la même tendance.

Les ventes de logements neufs connaissent un recul historique, leur volume étant même inférieur à celui de 2008, point bas atteint lors de la crise des subprimes. Tous les segments du marché sont touchés, et subissent la baisse du pouvoir d'achat immobilier des ménages. Cette situation n'est pas spécifique à Provence-Alpes-Côte d'Azur, toutes les régions de France métropolitaine connaissant le même type de difficultés.

Tourisme - Une fréquentation des établissements touristiques en baisse en 2023

En 2023, la fréquentation des hôtels, campings et autres hébergements collectifs de tourisme de Provence-Alpes-Côte d'Azur baisse de 1,1 % par rapport à 2022, à rebours de la tendance nationale (+2,3 %). Cette diminution résulte de la forte baisse de la clientèle provenant de France, alors que les touristes venant de l'étranger n'ont pas compensé ce reflux.

Les hôtels ont une fréquentation légèrement supérieure à celle de 2022, mais moins dynamique qu'au niveau national. De même les campings sont un peu plus fréquentés cette année, mais la hausse est plus faible qu'en France. Les autres hébergements collectifs de tourisme, et en particulier les résidences de tourisme, sont en net retrait. Les Alpes-Maritimes et les catégories d'hébergement les plus élevées (quatre et cinq étoiles) sont les plus dynamiques.

Transports - Le transport de passagers reste dynamique, les ventes de véhicules repartent à la hausse

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, le secteur des transports de passagers confirme en 2023 sa nette reprise entamée l'année précédente. L'activité est particulièrement dynamique dans le transport aérien et maritime de voyageurs. Le nombre de passagers dans les aéroports de la région dépasse désormais celui d'avant-crise Covid, et le volume de croisiéristes est en forte hausse. En revanche, les volumes de marchandises échangées sont en nette baisse, tant par la voie maritime que par la route.

Les ventes de véhicules neufs repartent à la hausse, après avoir été durement affectées par la crise sanitaire, les difficultés d'approvisionnement et la hausse des coûts de production. Le parc se renouvelle avec des véhicules moins polluants : la part des véhicules électriques augmente, et les véhicules les plus polluants (Crit'air 3 ou plus) sont en forte baisse ces dernières années.

Agriculture - Des aléas météorologiques encore très présents

En 2023, les productions agricoles de Provence-Alpes-Côte d'Azur sont affectées par une persistance de la sécheresse. Le déficit de pluviométrie du printemps pèse sur les ressources en eau et les récoltes tout au long de la campagne, même s'il est partiellement comblé par les précipitations de juin. L'année se termine avec des sols restant anormalement secs dans la région après un été historiquement chaud. L'Espagne connaît elle aussi une nouvelle année de sécheresse et des difficultés d'irrigation, limitant à nouveau sa production et la concurrence en découlant, ce qui tire les prix de vente français vers le haut.

Malgré ces difficultés météorologiques, l'ensemble des productions de fruits augmentent par rapport à 2022, et se situent au-dessus de la moyenne sur cinq ans. Pour les légumes, seuls les volumes de production de tomates et de courgettes se replient.

À l'inverse, la production viticole recule et les rendements de céréales et oléoprotéagineux baissent significativement. Dans un contexte d'inflation, les ventes de produits issus de l'agriculture biologique se contractent. La production de la filière ovine baisse également significativement sur un an.

Minima sociaux - Le nombre d'allocataires du RSA recule pour la troisième année consécutive depuis la crise sanitaire

Fin 2023, 141 070 foyers sont allocataires du revenu de solidarité active en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Le recours à ce dispositif poursuit sa baisse, pour la troisième année consécutive, après la forte hausse due à la crise sanitaire en 2020. Au final, le nombre d'allocataires est en 2023 inférieur de 9 % à son niveau d'avant crise sanitaire.

Parallèlement, le nombre de foyers allocataires de la prime d'activité diminue pour la première fois depuis 2021 et atteint 378 820 à la fin de l'année 2023.

Le nombre de bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés augmente pour la deuxième année consécutive après deux ans de stabilisation et atteint près de 99 000 fin 2023. L'augmentation du nombre de bénéficiaires du minimum vieillesse se poursuit.

Enseignement - Les bacheliers de la région réussissent mieux et poursuivent davantage en études supérieures

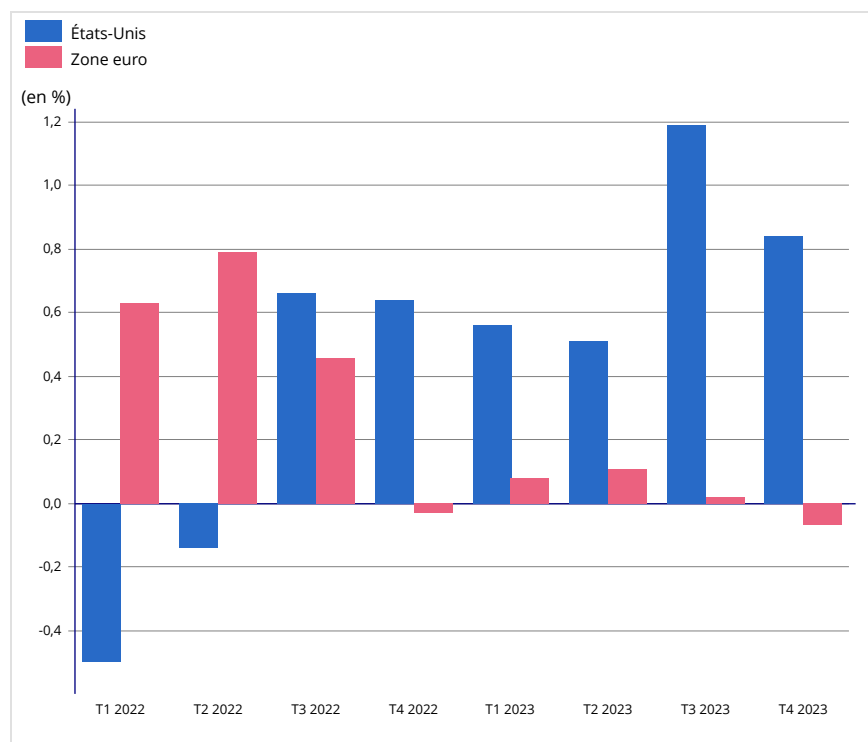
À la rentrée 2023, 924 107 élèves sont scolarisés dans les écoles et les établissements publics et privés sous contrat de la région académique (y compris les élèves en post-baccalauréat). Par rapport à la rentrée 2022, les effectifs sont en très légère baisse, mais nettement moins qu'au niveau national. Dans le premier degré, les effectifs diminuent dans l'ensemble des départements alors que le nombre de lycéens est en hausse, notamment dans la voie professionnelle. Un peu moins d'un bachelier professionnel sur deux poursuit des études et plus de neuf bacheliers généraux sur dix.

Contexte national - En 2023, le décalage conjoncturel entre les États-Unis et les différentes économies européennes s'est confirmé

En 2023, le décalage conjoncturel entre les États-Unis et les différentes économies européennes s'est confirmé (**figure 3**). La croissance américaine a ainsi atteint +2,5 % contre +0,6 % dans la zone euro, où l'activité a été globalement étiée tout au long de l'année, et +0,1 % au Royaume-Uni. Parmi les principales économies de la zone euro, la France et l'Italie ont connu une dynamique de croissance globalement assez proche en 2023 (+1,1 % en France et +1,0 % en Italie). Le moteur allemand a quant à lui calé (croissance nulle en 2023), tandis que l'économie espagnole a poursuivi son rattrapage (+2,5 %).

L'Europe est restée exposée à des prix énergétiques élevés, bien qu'en repli, et a pâti des effets du resserrement monétaire. L'économie américaine y a été moins sensible, bénéficiant de puissants soutiens budgétaires. En Chine, passé le rebond consécutif à la réouverture de l'économie, la croissance s'est stabilisée à un rythme sensiblement inférieur à celui de la décennie 2010, pénalisée notamment par la contraction du secteur immobilier. Le ralentissement chinois a, toutefois, un effet global ambigu pour l'économie française : s'il freine l'activité via les canaux commerciaux, il contribue en revanche à la détente des prix des matières premières et constitue ainsi un facteur de soutien.

Figure 3 – Croissance trimestrielle du PIB dans la zone euro et aux États-Unis



Sources : Bureau of Economic Analysis, Eurostat.

En France, la croissance de l'économie a été modérée en 2023 : le PIB (en volume) a augmenté de 0,9 % en données brutes (+1,1 % en données corrigées des jours ouvrables), après une hausse de 2,6 % en 2022. La production a ralenti (+1,5 % en volume après +4,1 %).

La croissance de la production est principalement portée par les services aux entreprises, qui ralentissent mais sont en hausse de 2,4 %, et en particulier par les services aux entreprises et d'information-communication. La production en construction est quasi stable (-0,1 %), mais cette stabilité masque un repli important dans la construction de logements neufs que compense la bonne tenue des activités d'entretien-amélioration et de génie civil. La production industrielle rebondit (+0,5 % après -0,4 %), avec des situations très contrastées suivant les branches. La production de matériels de transport, encore très dégradée en 2022 par rapport à son niveau d'avant-crise, accélère nettement en 2023 (+11,3 % après +7,8 %), les difficultés d'approvisionnement s'atténuant. À l'inverse, la production d'« autres produits manufacturés » se replie de nouveau (-3,6 % après -0,9 %), notamment pour les industries les plus énergivores (chimie, papeterie, métallurgie), très pénalisées par la hausse des prix de l'énergie.

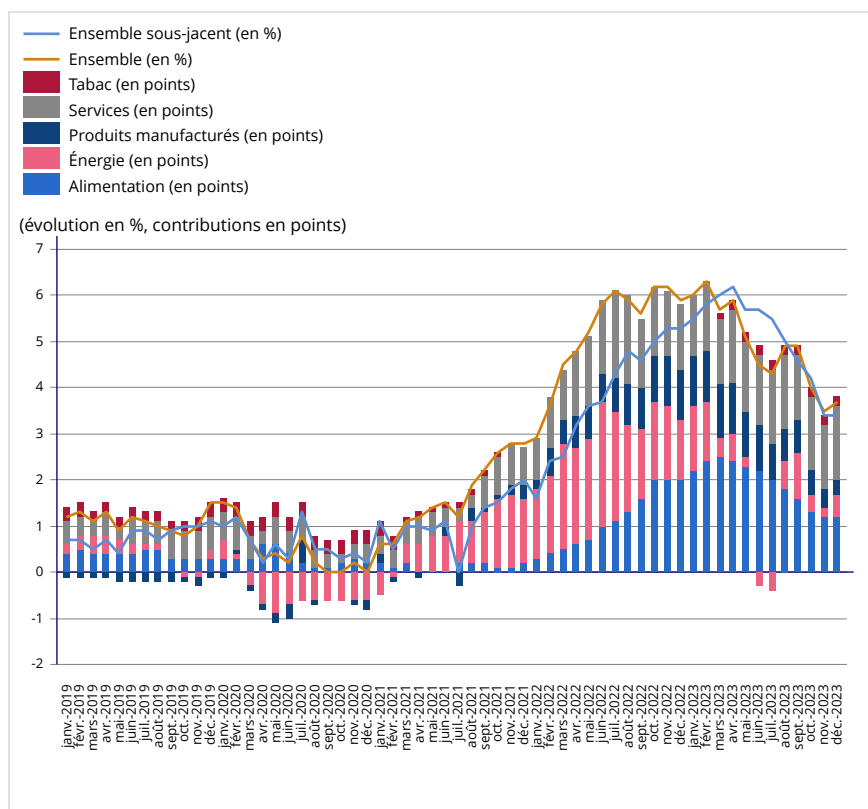
L'emploi salarié a nettement ralenti en 2023, augmentant de 0,6 % sur l'année (soit 156 000 créations nettes d'emploi entre fin 2022 et fin 2023), après +1,4 % en 2022 (soit +376 000 emplois) et +3,2 % en 2021 (soit +814 000 emplois). Le taux de chômage au sens du BIT s'est stabilisé en fin d'année à 7,5 % de la population active. Il est supérieur de 0,4 point à son niveau de fin 2022, qui était le plus bas depuis 1982. La hausse progressive du chômage depuis lors résulte du ralentissement de l'emploi alors que la population active est restée dynamique.

Le pouvoir d'achat des ménages a rebondi, malgré une inflation qui demeure élevée

Après être resté pendant près d'un an sur un plateau autour de +6 %, le glissement annuel des prix à la consommation en France a nettement diminué à partir du printemps 2023, du fait notamment du ralentissement des prix des produits pétroliers et des produits alimentaires (**figure 4**). L'inflation est néanmoins restée relativement élevée : en moyenne annuelle, elle s'est établie à +4,9 %, en 2023 après +5,2 % en 2022. L'alimentation a été la principale contributrice à l'inflation d'ensemble entre septembre 2022 et septembre 2023. Dès avril 2023 cependant, les prix des produits alimentaires ont nettement ralenti, en raison du reflux des prix des produits agricoles depuis leur pic de mai 2022. De même, la contribution des prix des produits manufacturés à l'inflation d'ensemble a reflué à compter du milieu d'année. Ce sont désormais les prix des services, tirés par la dynamique des salaires, qui soutiennent l'inflation.

En ce qui concerne les rémunérations, le salaire moyen par tête (SMPT) dans les branches marchandes non agricoles et le salaire mensuel de base (SMB) ont été dynamiques en termes nominaux (respectivement +4,1 % et +4,3 %). Cependant, ils ont de nouveau reculé en termes réels (respectivement -0,8 % et -0,6 %). Comme en 2022, ces reculs inédits traduisent le fort dynamisme des prix sur la période récente. En deux ans, le recul du SMB réel atteint ainsi 2,5 %.

Figure 4 – Inflation en France et contributions par poste

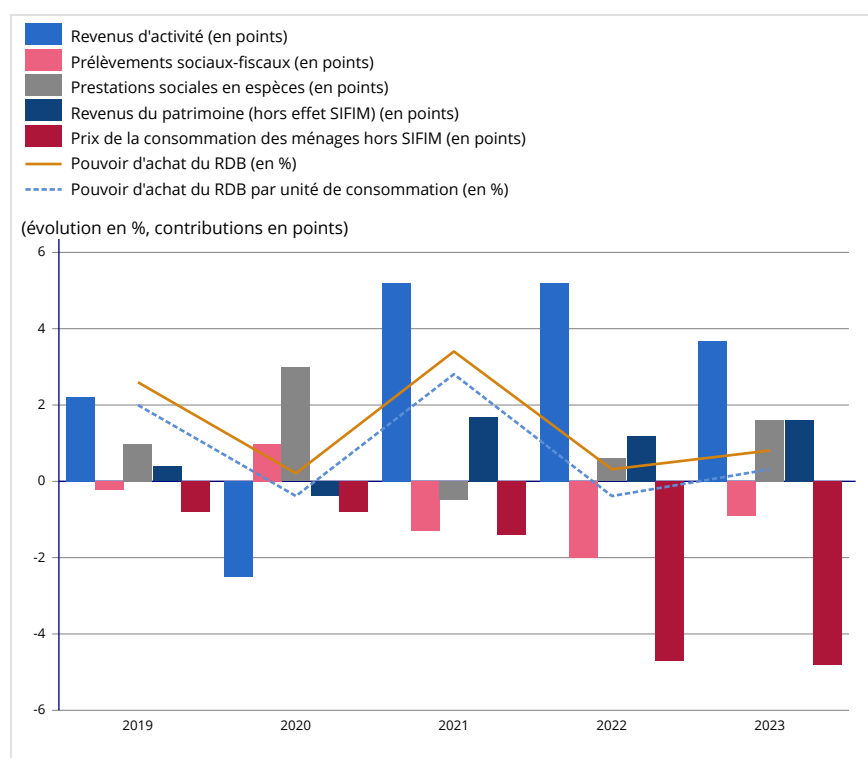


Lecture : en décembre 2023, l'inflation d'ensemble s'établit à 3,7 % sur un an. L'alimentation contribue pour +1,2 point à l'inflation d'ensemble.

Source : Insee.

En 2023, le pouvoir d'achat des ménages a accéléré (+0,8 %, après +0,3 % en 2022, [figure 5](#)). Les revenus nets d'activité ont ralenti mais sont restés dynamiques (+5,0 % après +7,2 % en 2022). Les prestations sociales en espèces ont augmenté de 4,7 % après +1,7 %, sous l'effet principalement des revalorisations des retraites (effet en année pleine de la revalorisation de juillet 2022 et revalorisation résiduelle de janvier 2023) : les retraites ont ainsi progressé de façon soutenue (+5,3 %). Les revenus du patrimoine, corrigés de l'effet SIFIM, accélèrent en 2023 (+7,5 % après +5,8 %) sous l'effet de la hausse des taux d'intérêt et de versements dynamiques de dividendes et des autres revenus d'investissement. Au total, le revenu disponible brut (RDB) hors effet SIFIM de l'ensemble des ménages a accéléré (+5,8 % après +5,0 %).

Figure 5 – Variations annuelles du pouvoir d'achat et contributions de ses principales composantes



Lecture : en 2023, les revenus du patrimoine (hors effet SIFIM) contribuent pour +1,6 point à l'évolution du revenu disponible brut (RDB) hors effet SIFIM.

Source : Insee, comptes nationaux.

La consommation des ménages a progressé à un rythme proche du pouvoir d'achat (+0,8 %), si bien que le taux d'épargne des ménages s'est quasiment stabilisé (16,9 % après 16,8 %). Le taux d'épargne reste à un niveau nettement plus élevé que sa moyenne entre 2009 et 2019 (14,7 %). La consommation en produits alimentaires a continué de baisser (-3,6 %, après -3,2 % en 2022). Ces produits sont les plus marqués par l'inflation, avec une hausse des prix de 11,3 % en 2023 (après +6,3 % en 2022). Également très marquée par l'inflation, la consommation en biens énergétiques diminue de nouveau fortement comme en 2022 (-2,5 % après -3,3 %). À l'inverse, la consommation des ménages en services reste dynamique, en particulier dans l'information-communication (+5,6 %), dans les services de transport (+6,7 %) et dans l'hébergement-restauration (+5,5 %).

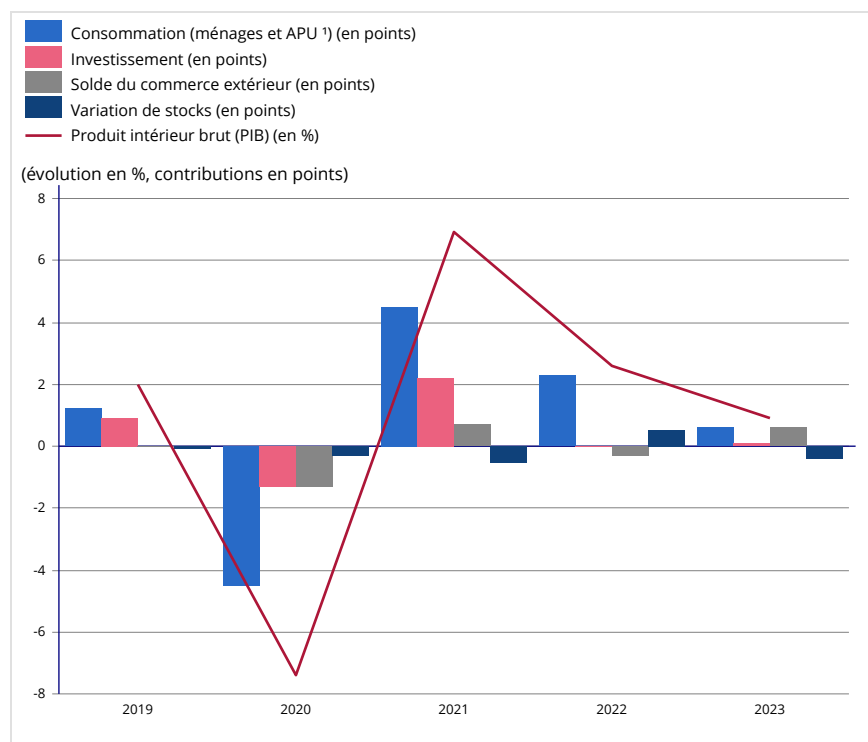
L'investissement des ménages a sombré, celui des administrations et des entreprises a résisté

En réponse à la hausse de l'inflation, les principales banques centrales, dont la Banque centrale européenne à partir de l'été 2022, ont procédé à un resserrement rapide des politiques monétaires, entraînant une augmentation du coût du crédit pesant sur l'investissement des entreprises comme des ménages. Ce dernier est de nouveau en forte baisse (-8,5 %), pénalisé par la baisse de l'investissement en construction (-5,6 %) et par celle des achats de biens immobiliers (-18,4 % d'investissement en services techniques, comprenant les frais de notaires). L'investissement des entreprises non financières progresse au même rythme qu'en 2022 (+2,7 % après +2,9 %), toujours porté par l'investissement en services d'information-communication. Au total, l'investissement se redresse légèrement en 2023 (+0,4 % en volume après 0,0 %), principalement porté par les investissements des administrations publiques (+6,9 %), qui augmentent dans les matériels de transport, avec notamment la livraison d'un sous-marin.

Le solde extérieur de la France s'améliore

En 2023, les flux de commerce extérieur en volume marquent le pas après deux années de forte hausse. Les exportations augmentent encore un peu (+2,1 % après +8,2 %), alors que les importations sont quasi stables (+0,3 % après +8,8 %). Le solde extérieur en volume s'améliore légèrement. Cette amélioration s'explique surtout par les biens, en particulier les biens énergétiques : la France est de nouveau exportatrice nette d'électricité, et ses imports en gaz et en pétrole baissent fortement, les stocks ayant atteint des niveaux très élevés. Les exportations de matériels de transport, en particulier en aéronautique, accélèrent nettement, mais les importations, notamment de véhicules électriques, augmentent aussi fortement. Les exportations en volume de services se replient, tirées vers le bas par les exportations de services de transport (-7,5 %), tandis que les importations de services sont en forte hausse, avec notamment +15,1 % de services de transport et +7,7 % de services aux entreprises. Au final, la contribution du commerce extérieur à la croissance du PIB a été nettement positive en 2023 (+0,6 point), en partie compensée par un mouvement de déstockage (-0,4 point) (**figure 6**).

Figure 6 – Évolution du PIB en volume et contributions à cette évolution



¹ : Administrations publiques.

Lecture : En 2023, la croissance du PIB est de 0,9 %. La consommation des ménages et des APU contribue pour 0,6 point à cette croissance.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2020.

Publication rédigée par : Etienne Lenzi, Corinne Roche, Clément Bortoli, Gaston Vermersch (Insee)

Définitions

Heures rémunérées :

le volume d'heures rémunérées correspond à la durée pour laquelle le salarié est rémunéré sur une période. Cela inclut notamment les heures supplémentaires mais aussi les absences pour lesquelles le salarié perçoit une rémunération, comme les congés payés, les jours fériés ou les jours attribués au titre de la réduction du temps de travail. Ce volume d'heures rémunérées est une composante importante de l'activité économique, même s'il ne la mesure pas directement : d'une part, certaines absences sont considérées comme du travail rémunéré et d'autre part, la rémunération des salariés ne reflète pas toujours les fluctuations de leur productivité.

Notes

Le SMB correspond à la composante sous-jacente du SMPT, à côté de la composante conjoncturelle affectée notamment par les versements de primes et les heures supplémentaires.

Les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) mesurent les services d'intermédiation liés à l'octroi de crédits et à la gestion des dépôts par les banques. L'imputation de SIFIM majore l'évolution des revenus du patrimoine dans un contexte de remontée de taux d'intérêt ainsi que le prix de la consommation des ménages, mais l'effet de cette imputation sur l'évolution du pouvoir d'achat du RDB est faible (encadré 2 de l'IP n° 1997 « [Les comptes de la Nation en 2023](#) »).

Pour en savoir plus

> (1) Héam J.-C., Meinzel P., Morvan F., « [Les comptes de la Nation en 2023](#) », Insee Première n° 1997, mai 2024.

Définitions

Heures rémunérées :

le volume d'heures rémunérées correspond à la durée pour laquelle le salarié est rémunéré sur une période. Cela inclut notamment les heures supplémentaires mais aussi les absences pour lesquelles le salarié perçoit une rémunération, comme les congés payés, les jours fériés ou les jours attribués au titre de la réduction du temps de travail. Ce volume d'heures rémunérées est une composante importante de l'activité économique, même s'il ne la mesure pas directement : d'une part, certaines absences sont considérées comme du travail rémunéré et d'autre part, la rémunération des salariés ne reflète pas toujours les fluctuations de leur productivité.

Notes

Le SMB correspond à la composante sous-jacente du SMPT, à côté de la composante conjoncturelle affectée notamment par les versements de primes et les heures supplémentaires.

Les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) mesurent les services d'intermédiation liés à l'octroi de crédits et à la gestion des dépôts par les banques. L'imputation de SIFIM majore l'évolution des revenus du patrimoine dans un contexte de remontée de taux d'intérêt ainsi que le prix de la consommation des ménages, mais l'effet de cette imputation sur l'évolution du pouvoir d'achat du RDB est faible (encadré 2 de l'IP n° 1997 « [Les comptes de la Nation en 2023](#) »).